

## **Trump's dangerous folly on the Iran deal**

THANKS TO the unanimous counsel of his national security team, President Trump appears to be edging away from his long-standing threat to junk the international accord that limits Iran's nuclear program. But it seems likely that he will embark on a dangerous and pointless game of brinkmanship with Tehran by refusing to recertify the deal to Congress.

Such a declaration would be manifestly dishonest, and it could trigger a process that could cause the agreement to unravel. But it would spare the president from a duty he finds loathsome: certifying every 90 days that President Barack Obama's signature foreign policy achievement is intact.

The accord the Obama administration fashioned in 2015 is flawed. But there isn't much question that Iran is abiding by terms that drastically limit its stockpile of nuclear materials and make it virtually impossible to produce an atomic weapon in the next decade.

The International Atomic Energy Agency has repeatedly certified Iran's compliance; according to Defense Secretary Jim Mattis, the U.S. intelligence community agrees. "Iran is not in material breach of the agreement, and I do believe . . . [it] has delayed the development of a nuclear capability," Joint Chiefs of Staff Chairman Joseph F. Dunford Jr. testified to Congress this week.

Mr. Trump nevertheless is said to be leaning toward "decertifying" Iran under legislation Congress passed. Doing so would not by itself rupture the accord; instead, it would give Congress a 60-day window to decide on reimposing sanctions. Decertification would require the administration to advance problematic claims contradicting Mr. Mattis and Mr. Dunford.

It might protest that there have been no inspections of Iranian military sites; but then the United States has not provided evidence to the IAEA that such visits are needed. Mr. Trump could assert that the deal is no longer in the U.S. national security interest — but how, then, to justify subsequent waivers of sanctions?

Most proponents of decertification don't favor rupturing the deal through the immediate reimposition of sanctions. Instead, they say the administration should use the uncertainty as leverage to induce European governments to join the United States in pressing Iran for amendments.

There are certainly improvements to be made: Sunset provisions will lift some of the restrictions on Iranian nuclear activity in eight to 13 years, and Tehran's continuing development of long-range missiles is not blocked by the pact. French President Emmanuel Macron, for one, has said he would be open to pursuing a follow-up deal.

But Iran is unlikely to agree to such modifications — at least not without major new concessions from the United States. If the Islamic regime continues to comply with the existing deal, the implicit U.S. threat — that it will follow decertification with withdrawal — will look hollow; in the absence of proven Iranian violations, Washington will have no European support. In any case, nothing prevents the Trump administration from enlisting U.S. allies in a new negotiating effort without the show of decertification.

The show, however, may be the point for Mr. Trump. Congress could spare him the pain of appearing to validate Mr. Obama's legacy by removing the certification requirement. Failing that, it should, at least, not compound his folly: It should not rupture a status quo that, for all its flaws, is preventing the eruption of another nuclear crisis.

*The Washington Post (editorial), 5 October 2017*



# Iran – États-Unis. Donald Trump joue avec le feu

L'accord sur le nucléaire iranien pourrait être menacé si le président américain refuse de le certifier devant le Congrès. Ce serait une folie, regrette le quotidien de Washington.



—The Washington Post  
Washington

**S**e rangeant à l'avis unanime de son équipe de sécurité nationale, le président Trump semble avoir renoncé à jeter aux orties l'accord international qui limite le programme nucléaire iranien, une menace qu'il brandit depuis longtemps. Mais il est probable qu'il soit sur le point de s'engager dans un bras de fer aussi dangereux qu'inutile avec Téhéran, en refusant de certifier l'accord devant le Congrès. Une telle attitude serait d'une malhonnêteté manifeste, et elle pourrait enclencher un processus qui risquerait de compromettre définitivement l'accord. Toutefois, cela épargnerait au président une tâche qui lui répugne : tous les quatre-vingt-dix jours, il doit témoigner que le principal succès du président Barack Obama en matière de politique est bien respecté.

L'accord mis au point par le gouvernement Obama en 2015 n'est pas sans défaut. Il n'en reste pas moins que l'Iran se plie à des conditions qui réduisent considérablement ses stocks de matériau nucléaire,

l'empêchant littéralement de fabriquer une arme atomique dans les dix prochaines années. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a régulièrement confirmé que Téhéran respectait l'accord. D'après le secrétaire à la Défense, James Mattis, c'est une opinion que partage la communauté du renseignement américain. *"L'Iran ne viole pas l'accord, et je suis convaincu [...] [que ce dernier] a retardé le développement [de sa] capacité nucléaire"*, a témoigné Joseph F. Dunford, le chef de l'état-major des armées, devant le Congrès la semaine dernière.

Trump pencherait malgré tout en faveur d'une "non-certification" de l'Iran selon la loi votée par le Congrès. Ce qui n'entraînerait pas en soi une rupture de l'accord, mais offrirait en revanche au Congrès un délai de soixante jours pour imposer de nouvelles sanctions. L'ennui étant que, pour cela, la Maison-Blanche devrait avancer des preuves contredisant Mattis et Dunford – action qui s'avérerait problématique. La présidence pourrait souligner que les sites militaires iraniens n'ont fait l'objet d'aucune inspection. En même temps, les États-Unis n'ont fourni à l'AIEA aucun

indice démontrant que de telles inspections étaient requises. Trump pourrait aussi prétendre que l'accord n'est plus dans l'intérêt de la sécurité nationale américaine – et il deviendrait alors difficile de ne pas justifier de nouvelles sanctions.

La plupart des partisans de la non-certification ne préconisent pas pour autant de rompre l'accord en réimposant immédiatement des sanctions. Au lieu de cela, ils suggèrent que le gouvernement joue sur l'incertitude quant à l'avenir de l'accord pour pousser les États européens à s'associer à Washington, et ainsi faire pression sur l'Iran en faveur d'amendements. On peut assurément y apporter des améliorations : une clause d'extinction prévoit la levée de certaines des restrictions pesant sur le nucléaire iranien d'ici huit à treize ans, et l'accord n'empêche pas Téhéran de poursuivre le développement de missiles à longue portée. Le président français, Emmanuel Macron, s'est ainsi dit ouvert à la mise en place d'un accord complémentaire.

**Un cirque.** Il est cependant peu probable que l'Iran accepte de telles modifications, non sans de nouvelles concessions importantes de la part des États-Unis. Si le régime islamique continue à respecter l'accord existant, la menace américaine implicite – à savoir que la non-certification serait suivie d'un retrait de Washington de l'accord – perdra toute force. Quoi qu'il en soit, rien n'interdit au gouvernement Trump de mobiliser les alliés des États-Unis afin d'entamer de nouvelles négociations sans avoir recours au cirque de la non-certification.

Or c'est peut-être le cirque en question qui est important pour Trump. En mettant fin à l'obligation de certification, le Congrès lui épargnerait la peine de devoir donner l'impression qu'il approuve la politique d'Obama. À défaut, le Congrès devrait au moins ne pas aggraver sa folie : il ne devrait pas rompre un statu quo qui, quels que soient ses manquements, prévient aujourd'hui l'éclatement d'une autre crise nucléaire. —

Publié le 5 octobre

**SOURCE**



**THE WASHINGTON POST**

Washington, États-Unis

Quotidien, 475 000 ex.

washingtonpost.com

Le grand quotidien

de la capitale américaine.

Traditionnellement au centre

droit, *The Washington Post*

doit sa réputation à son

légendaire travail d'enquête

dans l'affaire du Watergate,

qui entraîna la chute

de Nixon en 1974.

